

# CHAPITRE PREMIER. DE LA SCIENCE ÉCONOMIQUE

## I. — Opposition du *fait* et du *droit* dans l'économie des sociétés

J'affirme la RÉALITÉ d'une science économique.

Cette proposition, dont peu d'économistes s'avisent aujourd'hui de douter, est la plus hardie peut-être qu'un philosophe ait jamais soutenue : et la suite de ces recherches prouvera, j'espère, que le plus grand effort de l'esprit humain sera un jour de l'avoir démontrée.

J'affirme d'autre part la *certitude absolue* en même temps que le caractère *progressif* de la science économique, de toutes les sciences à mon avis la plus compréhensive, la plus pure, la mieux traduite en faits : nouvelle proposition qui fait de cette science une logique ou métaphysique *in concreto*, et change radicalement les bases de l'ancienne philosophie. En d'autres termes, la science économique est pour moi la forme objective et la réalisation de la métaphysique ; c'est la métaphysique en action, la métaphysique projetée sur le plan fuyant de la durée ; et quiconque s'occupe des lois du travail et de l'échange, est vraiment et spécialement métaphysicien.

Après ce que j'ai dit au *prologue*, ceci n'a rien qui doive surprendre. Le travail de l'homme continue l'œuvre de Dieu, qui, en créant tous les êtres, ne fait que réaliser au dehors les lois éternelles de la raison. La science économique est donc nécessairement et tout à la fois une théorie des idées, une théologie naturelle et une psychologie. Cet aperçu général eût suffi à lui seul pour expliquer comment, ayant à traiter de matières économiques, je devais préalablement supposer l'existence de Dieu, et à quel titre moi, simple économiste, j'aspire à résoudre le problème de la certitude.

Mais, j'ai hâte de le dire, je ne regarde pas comme science l'ensemble incohérent de théories auquel on a donné depuis à peu près cent ans le nom officiel d'*économie politique* et qui, malgré l'étymologie du nom, n'est encore autre chose que le code ou la routine immémoriale de la propriété. Ces théories ne nous offrent que les rudiments ou la première section de la science économique ; et c'est pourquoi, de même que la propriété, elles sont toutes contradictoires entre elles, et la moitié du temps inapplicables. La preuve de cette assertion, qui est, en un sens, la négation de l'économie politique, telle que nous l'ont transmise A. Smith, Ricardo, Malthus, J.-B. Say, et que nous la voyons stationner depuis un demi-siècle, résultera particulièrement de ce mémoire.

L'insuffisance de l'économie politique a de tout temps frappé les esprits contemplatifs, qui, trop amoureux de leurs rêveries pour approfondir la pratique, et se bornant à la juger sur ses résultats apparents, ont formé dès l'origine un parti d'opposition au *statu quo*, et se sont livrés à une satire persévérante et systématique de la civilisation et de ses coutumes.

En revanche, la propriété, base de toutes les institutions sociales, ne manqua jamais de zélés défenseurs, qui, glorieux du titre de *praticiens*, rendirent guerre pour guerre aux détracteurs de l'économie politique, et travaillèrent d'une main courageuse et souvent habile à consolider l'édifice qu'avaient élevé de concert les préjugés généraux et la liberté individuelle. La controverse, encore pendante, entre les conservateurs et les réformistes, a pour analogue, dans l'histoire de la philosophie, la querelle des réalistes et des nominalistes ; il est presque inutile d'ajouter que, d'une part comme de l'autre, l'erreur et la raison sont égales, et que la rivalité, l'étroitesse et l'intolérance des opinions ont été la seule cause du malentendu.

Ainsi, deux puissances se disputent le gouvernement du monde, et s'anathématisent avec la faveur de deux cultes hostiles : l'économie politique, ou la tradition ; et le socialisme, ou l'utopie.

Qu'est-ce donc, en termes plus explicites, que l'économie politique ? Qu'est-ce que le socialisme ?

L'économie politique est le recueil des observations faites jusqu'à ce jour sur les phénomènes de la production et de la distribution des richesses, c'est-à-dire sur les formes les plus générales, les plus spontanées, par conséquent les plus authentiques du travail et de l'échange.

Les économistes ont classé, tant bien qu'ils ont pu, ces observations ; ils ont décrit les phénomènes, constaté leurs accidents et leurs rapports ; ils ont remarqué, en plusieurs circonstances, un caractère de nécessité qui les leur a fait appeler *lois* et cet ensemble de connaissances, saisies sur les manifestations pour ainsi dire les plus naïves de la société, constitue l'économie politique.

L'économie politique est donc l'histoire naturelle des coutumes, traditions, pratiques et routines les plus apparentes et les plus universellement accréditées de l'humanité, en ce qui concerne la production et la distribution de la richesse. À ce titre, l'économie politique se considère comme légitime en *fait* et en *droit* : en fait, puisque les phénomènes qu'elle étudie sont constants, spontanés et universels ; en droit, puisque ces phénomènes ont pour eux l'autorité du genre humain, qui est la plus grande autorité possible. Aussi l'économie politique se qualifie-t-elle *science*, c'est-à-dire connaissance raisonnée et systématique de faits réguliers et nécessaires.

Le socialisme, qui, semblable au dieu Vichnou, toujours mourant et toujours ressuscitant, a fait depuis une vingtaine d'années sa dix millième incarnation en la personne de cinq ou six révélateurs ; le socialisme affirme l'anomalie de la constitution présente de la société, et, parlant, de tous les établissements antérieurs. Il prétend, et il prouve, que l'ordre civilisé est facile, contradictoire, inefficace ; qu'il engendre de lui-même l'oppression, la misère et le crime ; il accuse, pour ne pas dire il calomnie, tout le passé de la vie sociale, et pousse de toutes ses forces à la refonte des mœurs et des institutions.

Le socialisme conclut, en déclarant l'économie politique une hypothèse fautive, une sophistique inventée au profit de l'exploitation du plus grand nombre par le plus petit ; et, faisant application de l'**APOPHTHEGME** *a fructibus cognoscetis*, il achève de démontrer l'impuissance et le néant de l'économie politique par le tableau des calamités humaines, dont il la rend responsable.

Mais, si l'économie politique est fautive, la jurisprudence, qui en chaque pays est la science du droit et de la coutume, est donc fautive encore, puisque, fondée sur la distinction du tien et du mien, elle suppose la légitimité des faits décrits et classés par l'économie politique. Les théories de droit public et international, avec toutes les variétés de gouvernement représentatif, sont encore fautives, puisqu'elles reposent sur le principe de l'appropriation individuelle et de la souveraineté absolue des volontés.

Le socialisme accepte toutes ces conséquences. Pour lui, l'économie politique, regardée par plusieurs comme la physiologie de la richesse, n'est que la pratique organisée du vol et de la misère ; comme la jurisprudence, décoïée par les légistes du nom de raison écrite, n'est à ses yeux que la compilation des rubriques du brigandage légal et officiel, en un mot, de la propriété. Considérées dans leurs rapports, ces deux prétendues sciences, l'économie politique et le droit, forment, au dire du socialisme, la théorie complète de l'iniquité et de la discorde. Passant ensuite de la négation à l'affirmation, le socialisme oppose au principe de propriété celui d'association, et se fait fort de recréer de fond en comble l'économie sociale, c'est-à-dire de constituer un droit nouveau, une politique nouvelle, des institutions et des mœurs diamétralement opposées aux formes anciennes.

Ainsi la ligne de démarcation entre le socialisme et l'économie politique est tranchée, et l'hostilité flagrante.

L'économie politique incline à la consécration de l'égoïsme ; le socialisme penche vers l'exaltation de la communauté.

Les économistes, sauf quelques infractions à leurs principes dont ils croient devoir accuser les gouvernements, sont optimistes quant aux faits accomplis ; les socialistes quant aux faits à accomplir.

Les premiers affirment que ce qui doit être est ; les seconds que ce qui doit être n'est pas. — Conséquemment, tandis que les premiers se portent comme défenseurs de la religion, de l'autorité et des autres principes contemporains et conservateurs de la propriété ; bien que leur critique, ne relevant que de la raison, porte de fréquentes atteintes à leurs préjugés : — les seconds rejettent l'autorité et la foi, et en appellent exclusivement à la science ; bien qu'une certaine religiosité tout à fait illibérale, et un dédain très-peu scientifique des faits, soient toujours le caractère le plus apparent de leurs doctrines.

Du reste, les uns et les autres ne cessent de s'accuser réciproquement d'impéritie et de stérilité.

Les socialistes demandent compte à leurs adversaires de l'inégalité des conditions, de ces débauches commerciales, où le monopole et la concurrence, dans une monstrueuse union, engendrent éternellement le luxe et la misère ; ils reprochent aux théories économiques, toujours moulées sur le passé, de laisser l'avenir sans espérance ; bref, ils signalent le régime propriétaire comme une hallucination horrible, contre laquelle l'humanité proteste et se débat depuis quatre mille ans.

Les économistes, de leur côté, défient les socialistes de produire un système où l'on puisse se passer de propriété, de concurrence et de police ; ils prouvent, pièces en main, que tous les projets de réforme n'ont jamais été que des rhapsodies de fragments empruntés à ce même régime que le socialisme dénigre, des plagiat en un mot de l'économie politique, hors de laquelle le socialisme est incapable de concevoir et de formuler une idée.

Chaque jour voit s'accumuler les pièces de ce grave procès, et s'embrouiller la question.

Pendant que la société marche et trébuche, souffre et s'enrichit en suivant la routine économique, les socialistes, depuis Pythagore, Orphée, et l'impénétrable Hermès, travaillent à établir leur dogme contradictoirement à l'économie politique. Quelques essais d'association ont même été faits çà et là d'après leurs vues ; mais jusqu'à présent ces rares tentatives, perdues dans l'océan propriétaire, sont demeurées sans résultats ; et comme si le destin eut résolu d'épuiser l'hypothèse économique avant d'attaquer l'utopie socialiste, le parti réformateur est réduit à dévorer les sarcasmes de ses adversaires en attendant que son tour vienne.

Voilà où en est la cause : le socialisme dénonce sans relâche les méfaits de la civilisation, constate jour par jour l'impuissance de l'économie politique à satisfaire les attractions harmoniques de l'homme, et présente requête sur requête ; l'économie politique emplit son dossier des systèmes socialistes, qui tous, les uns après les autres, passent et meurent dédaignés du sens commun. La persévérance du mal alimente la plainte des uns, en même temps que la constance des échecs réformistes fournit à l'ironie maligne des autres. Quand viendra le jugement ? Le tribunal est désert ; cependant l'économie politique use de ses avantages, et sans fournir caution, continue de régenter le monde : *posideo quia possideo*.

Si, de la sphère des idées, nous descendons aux réalités du monde, l'antagonisme nous paraîtra plus grave encore et plus menaçant.

Lorsque, dans ces dernières années, le socialisme, provoqué par de longues tempêtes, vint faire parmi nous sa fantastique apparition, les hommes que toute controverse avait jusqu'alors trouvés indifférents et tièdes, se rejetèrent avec effroi vers les idées monarchiques et religieuses ; la démocratie, qu'on accusait de porter ses dernières conséquences, fut maudite et refoulée. Cette inculpation aux démocrates de la part des conservateurs était une calomnie. La démocratie est par nature aussi antipathique à la pensée socialiste qu'incapable de suppléer la royauté, contre laquelle sa destinée est de conspirer toujours sans aboutir jamais. C'est ce qui parut bientôt, et dont nous sommes témoins tous les jours, dans les protestations de foi chrétienne et propriétaire de la part des publicistes démocrates, qui, dès ce moment, commencèrent à se voir délaissés du peuple.

D'autre part, la philosophie ne se montra ni moins étrangère, ni moins hostile au socialisme que la politique et la religion.

Car, de même que dans l'ordre politique la démocratie a pour principe la souveraineté du nombre, et la monarchie la souveraineté du prince ; de même aussi que dans les choses de la conscience la religion n'est autre que la soumission à un être mystique, appelé Dieu, et au prêtre qui le représente ; de même enfin que dans l'ordre économique la propriété, c'est-à-dire le domaine exclusif de l'individu sur les instruments du travail, est le point de départ des théories : — de même la philosophie, en prenant pour base les prétendus *a priori* de la raison, est conduite fatalement à attribuer au moi seul la génération et l'autocratie des idées, et à nier la valeur métaphysique de l'expérience, c'est-à-dire à mettre partout, à la place de la loi objective, l'arbitraire, le despotisme.

Or, une doctrine qui, née tout à coup au cœur de la société, sans antécédents et sans aïeux, repoussait de toutes les régions de la conscience et de la société le principe arbitral, pour y substituer, comme vérité unique, le rapport des faits ; qui rompait avec la tradition, et ne consentait à se servir du passé que comme d'un point d'où elle s'élançait vers l'avenir ; une telle doctrine ne pouvait manquer de soulever contre elle les AUTORITÉS établies ; et l'on peut voir aujourd'hui comment, malgré leurs discordes intestines, lesdites AUTORITÉS, qui n'en font qu'une, s'entendent pour combattre le monstre prêt à les engloutir.

Aux ouvriers qui se plaignent de l'insuffisance du salaire et de l'incertitude du travail, l'économie politique oppose la liberté du commerce ; aux citoyens qui cherchent les conditions de la liberté et de l'ordre, les idéologues répondent par des systèmes représentatifs ; aux âmes tendres qui, déstituées de la foi antique, demandent la raison et le but de leur existence, la religion propose les secrets insondables de la Providence, et la philosophie tient en réserve le doute. Des faux-fuyants, toujours ! des idées pleines, où le cœur et l'esprit se reposent, jamais ! Le socialisme crie qu'il est temps de faire voile vers la terre ferme, et d'entrer dans le port ; mais, disent les antisociaux, il n'y a point de port ; l'humanité marche à la garde de Dieu, sous la conduite des prêtres, des philosophes, des orateurs et des économistes, et notre circumnavigation est éternelle.

Ainsi la société se trouve, dès son origine, divisée en deux grands partis : l'un, traditionnel, essentiellement hiérarchique, et qui, selon l'objet qu'il considère, s'appelle tour à tour royauté ou démocratie, philosophie ou religion, en un mot, propriété ; — l'autre qui, ressuscitant à chaque crise de la civilisation, se proclame avant tout *anarchique* et *athée*, c'est-à-dire réfractaire à toute autorité divine et humaine, c'est le socialisme.

Or, la critique moderne a démontré que dans un conflit de cette espèce la vérité se trouve, non dans l'exclusion de l'un des contraires, mais bien et seulement dans la conciliation de tous deux ; il est, dis-je, acquis à la science que tout antagonisme, soit dans la nature, soit dans les idées, se résout en un fait plus général, ou en une formule complexe, qui met les opposants d'accord en les absorbant, pour ainsi dire, l'un et l'autre. Ne pourrions-nous donc, hommes de sens commun, en attendant la solution que sans doute l'avenir réalisera, nous préparer à cette grande transition par l'analyse des puissances en lutte, ainsi que de leurs qualités positives et négatives ? Un semblable travail, fait avec exactitude et conscience, si même il ne nous conduisit d'emblée à la solution, aurait du moins l'inappréciable avantage de nous révéler les conditions du problème, et par là de nous tenir en garde contre toute utopie.

Qu'est-ce donc qu'il y a de nécessaire et de vrai dans l'économie politique ? où va-t-elle ? que peut-elle ? que nous veut-elle ? Voilà ce que je me propose de déterminer dans cet ouvrage. — Que vaut le socialisme ? La même investigation nous l'apprendra.

Car, puisqu'en fin de compte le but que poursuivent le socialisme et l'économie politique est le même, savoir la liberté, l'ordre et le bien-être parmi les humains, il est évident que les conditions à remplir, en d'autres termes, les difficultés à vaincre pour atteindre ce but, sont aussi pour tous deux les mêmes, et qu'il ne reste plus qu'à peser les moyens tentés ou proposés tant d'une part que de l'autre. Mais comme d'ailleurs il a été donné à l'économie politique seule, jusqu'à présent, de traduire ses idées en actes, tandis que le socialisme n'a guère fait que se livrer à une perpétuelle satire, il n'est pas moins clair qu'en appréciant selon leur mérite les travaux économiques, nous aurons par là même réduit à leur juste valeur les déclamations socialistes, en sorte que notre critique, spéciale en apparence, pourra prendre des conclusions absolues et définitives.

C'est ce qu'il est indispensable de faire mieux entendre par quelques exemples, avant d'entrer à fond dans l'examen de l'économie politique.

## II. — Insuffisance des théories et des critiques.

Consignons d'abord une observation importante : les contendants sont d'accord de s'en référer à une autorité commune, que chacun compte avoir pour soi, la SCIENCE.

Platon, utopiste, organisait sa république idéale au nom de la science, que, par modestie et euphémisme, il appelait philosophie. Aristote, praticien, réfutait l'utopie platonique au nom de la même philosophie. Ainsi va la guerre sociale depuis Platon et Aristote. Les socialistes modernes se réclament tous de la science une et indivisible, mais sans pouvoir se mettre d'accord ni sur le contenu, ni sur les limites, ni sur la méthode de cette science : les économistes, de leur côté, affirment que la science sociale n'est autre que l'économie politique.

Il s'agit donc tout d'abord de reconnaître ce que peut être une science de la société.

La science, en général, est la connaissance raisonnée et systématique de ce qui EST.

Appliquant cette notion fondamentale à la société, nous dirons : la science sociale est la connaissance raisonnée et systématique, non pas de ce qu'a été la société, ni de ce qu'elle sera, mais de ce qu'elle est dans toute sa vie, c'est-à-dire dans l'ensemble de ses manifestations successives : car c'est là seulement qu'il peut y avoir raison et système. La science sociale doit embrasser l'ordre humanitaire, non seulement dans telle ou telle période de sa durée, ni dans quelques-uns de ses éléments ; mais dans tous ses principes et dans l'intégralité de son existence : comme si l'évolution sociale, épanchue dans le temps et l'espace, se trouvait tout à coup ramassée et fixée sur un tableau qui, montrant la série des âges et la suite des phénomènes, en découvrirait l'enchaînement et l'unité. Telle doit être la science de toute réalité vivante et progressive ; telle est incontestablement la science sociale.

Il se pourrait donc que l'économie politique, malgré sa tendance individualiste et ses affirmations exclusives, fût partie constituante de la science sociale, dans laquelle les phénomènes qu'elle décrit seraient comme les jalons primordiaux d'une vaste triangulation, et les éléments d'un tout organique et complexe. À ce point de vue, le progrès de l'humanité, allant du simple au composé, serait entièrement conforme à la marche des sciences, et les faits discordants et si souvent subversifs, qui forment aujourd'hui le fonds et l'objet de l'économie politique, devraient être considérés par nous comme autant d'hypothèses particulières, successivement réalisées par l'humanité en vue d'une hypothèse supérieure, dont la réalisation résoudrait toutes les difficultés, et sans abroger l'économie politique, donnerait satisfaction au socialisme. — Car, ainsi que je l'ai dit au Prologue, en tout état de cause, nous ne pouvons admettre que l'humanité, de quelque façon qu'elle s'exprime, se trompe.

Rendons maintenant cela plus clair par les faits. La question aujourd'hui la plus controversée est sans contredit l'*organisation du travail*.

Comme saint Jean-Baptiste prêchait dans le désert : *faites pénitence*, les socialistes vont criant partout cette nouveauté vieille comme le monde : *organisez le travail* ; sans pouvoir jamais dire ce que doit être, suivant eux, cette organisation. Quoi qu'il en soit, les économistes ont vu, dans cette clameur socialiste, une injure à leurs théories : c'était, en effet, comme si on leur eût reproché d'ignorer la première chose qu'ils dussent connaître, le travail. Ils ont donc répliqué à la provocation de leurs adversaires, d'abord en soutenant que le travail est organisé, qu'il n'y a pas d'autre organisation du travail que la liberté de produire et de faire des échanges, soit pour son compte personnel, soit en société avec d'autres, auquel cas la marche à suivre a été prévue par les codes civil et de commerce. Puis, comme cette argumentation ne servait qu'à prêter à rire aux adversaires, ils ont saisi l'offensive, et, faisait voir que les socialistes n'entendaient rien eux-mêmes à cette organisation qu'ils agitaient comme un épouvantail, ils ont fini par dire que ce n'était qu'une nouvelle chimère du socialisme, un mot vide de sens, une absurdité. Les écrits les plus récents des économistes sont pleins de ces jugements impitoyables.

Cependant il est certain que les mots *organisation du travail* présentent un sens aussi clair et aussi rationnel que ceux-ci : organisation de l'atelier, organisation de l'armée, organisation de la police, organisation de la charité, organisation de la guerre. À cet égard, la polémique des économistes s'est empreinte d'une déplorable déraison. — Il n'est pas moins sûr que l'organisation du travail ne peut être une utopie et une chimère : car, du moment que le travail, condition suprême de la civilisation, existe, il s'ensuit qu'il est déjà soumis à une organisation telle quelle, qu'il est permis aux économistes de trouver bonne, mais que les socialistes jugent détestable.

Resterait donc, relativement à la proposition d'organiser le travail, formulée par le socialisme, cette fin de non-recevoir, que le travail est organisé. Or, c'est ce qui est pleinement insoutenable, puisqu'il est notoire que dans le travail, l'offre, la demande, la division, la qualité, les proportions, le prix et la garantie, rien, absolument rien n'est régularisé ; tout, au contraire, est livré aux caprices du libre arbitre, c'est-à-dire du hasard.

Quant à nous, guidés par l'idée que nous nous sommes faite de la science sociale, nous affirmerons, contre les socialistes et contre les économistes, non pas qu'il *faut organiser* le travail, ni qu'il est *organisé*, mais qu'il *s'organise*.

Le travail, disons-nous, s'organise : c'est-à-dire qu'il est en train de s'organiser depuis le commencement du monde, et qu'il s'organisera jusqu'à la fin. L'économie politique nous enseigne les premiers rudiments de cette organisation ; mais le socialisme a raison de prétendre que, dans sa forme actuelle, l'organisation est insuffisante et transitoire ; et toute la mission de la science est de chercher sans cesse, à vue des résultats obtenus et des phénomènes en cours d'accomplissement, quelles sont les innovations immédiatement réalisables.

Le socialisme et l'économie politique, en se faisant une guerre burlesque, poursuivent donc au fond la même idée, l'organisation du travail.

Mais ils sont coupables tous deux d'infidélité à la science et de calomnie réciproque, lorsque, d'une part, l'économie politique, prenant pour science ses lambeaux de théorie, se refuse à tout progrès ultérieur ; et lorsque le socialisme, abdiquant la tradition, tend à reconstituer la société sur des bases introuvables.

Ainsi le socialisme n'est rien sans une critique profonde et un développement incessant de l'économie politique ; et pour appliquer ici le célèbre aphorisme de l'école, *Nihil est in intellectu, quod prius non fuerit in sensu*, il n'y a rien dans les hypothèses socialistes qui ne se retrouve dans les pratiques économiques. En revanche, l'économie politique n'est plus qu'une inipertinente rhapsodie, dès qu'elle affirme comme absolument valables les faits collectionnés par Adam Smith et J.-B. Say.

Une autre question, non moins controversée que la précédente, est celle de l'usure ou du prêt à intérêt.

L'usure, ou comme qui dirait le prix de l'usage, est l'émolument, de quelque nature qu'il soit, que le propriétaire retire de la prestation de sa chose. *Quidquid sorti accrescit usura est*, disent les théologiens. L'usure, fondement du crédit, apparaît au premier rang parmi les ressorts que la spontanéité sociale met en jeu dans son œuvre d'organisation, et dont l'analyse décèle les lois profondes de la civilisation. Les anciens philosophes et les Pères de l'Église, qu'il faut regarder ici comme les représentants du socialisme aux premiers siècles de l'ère chrétienne, par une inconséquence singulière, mais qui provenait de la pauvreté des notions économiques de leur temps, admettaient le fermage et condamnaient l'intérêt de l'argent, parce que, selon eux, l'argent était improductif. Ils distinguaient en conséquence le prêt des choses qui se consomment par l'usage, au nombre desquelles ils mettaient l'argent, et le prêt des choses qui, sans se consommer, profitent à l'usager par leur produit.

Les économistes n'eurent pas de peine à montrer, en généralisant la notion du loyer, que dans l'économie de la société l'action du capital ou sa productivité était la même, soit qu'il se consommât en salaires, soit qu'il conservât le rôle d'instrument ; qu'en conséquence il fallait ou proscrire le fermage de la terre, ou admettre l'intérêt de l'argent, puisque l'un et l'autre étaient au même titre la récompense du privilège, l'indemnité du prêt. Il fallut plus de quinze siècles pour faire passer cette idée, et rassurer les consciences qu'effrayaient les anathèmes du catholicisme contre l'usure. Mais enfin l'évidence et le vœu général étaient pour les usuriers ; ils gagnèrent la bataille contre le socialisme, et des avantages immenses, incontestables, résultèrent pour la société de cette espèce de légitimation de l'usure. Dans cette circonstance, le socialisme, qui avait tenté de généraliser la loi que Moïse n'avait faite que pour les seuls Israélites, *Non fœneraberis proximo tuo, sed alieno*, fut battu par une idée qu'il avait acceptée de la routine économique, à savoir le fermage, élevé jusqu'à la théorie de la productivité du capital.

Mais les économistes à leur tour furent moins heureux, lorsque plus tard on les somma de justifier le fermage en lui-même, et d'établir cette théorie du rendement des capitaux. On peut dire que, sur ce point, ils ont perdu tout l'avantage qu'ils avaient d'abord obtenu contre le socialisme.

Sans doute, et je suis le premier à le reconnaître, le loyer de la terre, de même que celui de l'argent et de toute valeur mobilière et immobilière, est un fait spontané, universel, qui a sa source au plus profond de notre nature, et qui devient bientôt, par son développement normal, l'un des ressorts les plus puissants de l'organisation. Je prouverai même que l'intérêt du capital n'est que la matérialisation de l'aphorisme, *Tout travail doit laisser un excédant*. Mais, en face de cette théorie, ou pour mieux dire de cette fiction de la productivité du capital, s'élève une autre thèse non moins certaine, et qui, dans ces derniers temps, a frappé les plus habiles économistes : c'est que toute valeur naît du travail, et se compose essentiellement de salaires ; en d'autres termes, qu'aucune richesse ne procède originellement du privilège, n'a de valeur que par la façon, et qu'en conséquence le travail seul, entre les hommes, est la source du revenu. Comment donc concilier la théorie du fermage ou de la productivité du capital, théorie confirmée parla pratique universelle, et que l'économie politique, en sa qualité de routinière, est forcée de subir, mais sans pouvoir la justifier, avec cette autre théorie qui nous montre la valeur se composant normalement de salaires, et qui aboutit fatalement, comme nous le démontrerons, à l'égalité dans la société du produit net et du produit brut ?

Les socialistes n'ont pas fait faute à l'occasion. S'emparant du principe que le travail est la source de tout revenu, ils se sont mis à demander compte aux détenteurs des capitaux de leurs fermages et revenants-bons ; et comme les économistes avaient remporté la première victoire, en généralisant sous une expression commune le fermage et l'usure, de même les socialistes ont pris leur revanche, en faisant disparaître, sous le principe plus général encore du travail, les droits seigneuriaux du capital. La propriété a été démolie de fond en comble; les économistes n'ont su que se taire; mais, dans l'impuissance de s'arrêter sur cette nouvelle pente, le socialisme a glissé jusqu'aux derniers confins de l'utopie communiste, et, faute d'une solution pratique, la société est réduite à ne pouvoir ni justifier sa tradition ni s'abandonner à des essais dont le moindre défaut serait de la faire rétrograder de quelques mille ans.

Dans une situation pareille, que prescrit la science ?

Assurément, ce n'est point de s'arrêter en un juste milieu arbitraire, insaisissable, impossible ; c'est de généraliser encore et de découvrir un troisième principe, un fait, une loi supérieure, qui explique la fiction du capital et le mythe de la propriété, et le concilie avec la théorie qui attribue au travail l'origine de toute richesse. — Voilà ce que le socialisme, s'il eût voulu procéder logiquement, devait entreprendre. En effet, la théorie de la productivité réelle du travail, et celle de la productivité fictive du capital, sont l'une et l'autre essentiellement économiques ; le socialisme n'a eu que la peine d'en montrer la contradiction, sans rien tirer de son expérience ni de sa dialectique ; car il paraît être aussi dépourvu de l'une que de l'autre. Or, en bonne procédure, le plaideur qui accepte l'autorité d'un titre pour une partie doit l'accepter pour le tout ; il n'est pas permis de scinder les pièces et les témoignages. Le socialisme avait-il le droit de décliner l'autorité de l'économie politique relativement à l'usure, lorsqu'il s'étayait de cette même autorité, relativement à la décomposition de la valeur ? Non, certes. Tout ce que le socialisme pouvait exiger en pareil cas, c'était, ou que l'économie politique fût appointée à concilier ses théories, ou qu'il fût chargé lui-même de cette épineuse commission.

Plus on approfondit ces solennels débats, plus il semble que le procès tout entier vient de ce que l'une des parties ne veut pas voir, tandis que l'autre refuse de marcher.

C'est un principe de notre droit public, que nul ne peut être privé de sa propriété, si ce n'est pour cause d'utilité générale, et moyennant une juste et préalable indemnité.

Ce principe est éminemment économique, car, d'un côté, il suppose le domaine éminent du citoyen que l'on exproprie, et dont l'adhésion, suivant l'esprit démocratique du pacte social, est nécessairement préjugée. D'autre part, l'indemnité, ou le prix de l'immeuble exproprié, se règle, non sur la valeur intrinsèque de l'objet, mais d'après la loi générale du commerce, qui est l'offre et la demande, en un mot, l'opinion. L'expropriation faite au nom de la société peut être assimilée à un marché de convenance, consenti par chacun envers tous, non seulement donc le prix de la chose doit être payé, mais aussi la convenance ; et c'est ainsi, en effet, que l'on évalue l'indemnité. Si les jurisconsultes romains avaient saisi cette analogie, ils eussent moins hésité sans doute sur l'expropriation pour cause d'utilité publique.

Telle est donc la sanction du droit social d'exproprier, l'indemnité.

Or, en pratique, non seulement le principe d'indemnité ne s'applique pas toutes les fois qu'il devrait l'être ; il est même impossible que cela soit. Ainsi, la loi qui a créé les chemins de fer, a stipulé l'indemnité des terrains qu'occuperaient les rails ; elle n'a rien fait pour cette foule d'industries qu'alimentait le roulage, et dont les pertes dépasseront de beaucoup la valeur des terrains remboursés aux propriétaires. De même, lorsqu'il fut question d'indemniser les fabricants de sucre de betterave, il ne vint à l'esprit de personne que l'Etat dût indemniser encore cette multitude d'ouvriers et d'employés que faisait vivre l'industrie betteravière, et qui allaient peut-être se trouver réduits à l'indigence. Cependant il est certain, d'après la notion du capital et la théorie de la production, que comme le possesseur terrien, à qui le chemin de fer enlève son instrument de travail, a droit d'être indemnisé, tout de même l'industriel, à qui le même chemin rend le capital stérile, a droit aussi à l'indemnité. D'où vient donc qu'on ne l'indemnise pas ? Hélas ! c'est qu'indemniser est impossible. Avec ce système de justice et d'impartialité, la société serait le plus souvent dans l'impuissance d'agir, et reviendrait à l'immobilité du droit romain. Il faut qu'il y ait des victimes... Le principe d'indemnité est en conséquence délaissé ; il y a banqueroute inévitable de l'État envers une ou plusieurs classes de citoyens.

Sur cela, les socialistes arrivent; ils reprochent à l'économie politique de ne savoir que sacrifier l'intérêt des masses et créer des privilèges ; puis, montrant dans la loi d'expropriation le rudiment d'une loi agraire, ils concluent brusquement à l'expropriation universelle, c'est-à-dire à la production et à la consommation en commun.

Mais ici le socialisme retombe de la critique dans l'utopie, et son impuissance éclate de nouveau dans ses contradictions. Si le principe d'expropriation pour cause d'utilité publique, développé dans toutes ses conséquences, conduit à une réorganisation complète de la société, avant de mettre la main à l'œuvre, il faut déterminer cette organisation nouvelle; or, le socialisme, je le répète, n'a pour science que ses lambeaux de physiologie et d'économie politique. — Puis il faut, conformément au principe d'indemnité, sinon rembourser, du moins garantir aux citoyens les valeurs qu'ils auront livrées ; il faut, en un mot, les assurer contre les chances du changement. Or, en dehors de la fortune publique dont il demande la gestion, où le socialisme prendra-t-il la caution de cette même fortune ?

Il est impossible, en bonne et sincère logique, d'échapper à ce ceicle. Aussi, les communistes, plus francs dans leur allure que certains autres sectaires aux idées ondoyantes et pacifiques, tranchent la difficulté, et se promettent, une fois maîtres du pouvoir, d'exproprier tout le monde et de n'indemniser et garantir personne. Au fond, cela pourrait n'être ni injuste ni déloyal ; malheureusement, brûler n'est pas répondre, comme disait à Robespierre l'intéressant Desmoulins ; et l'on revient toujours, en pareil débat, du feu et de la guillotine. Ici, comme partout, deux droits également sacrés sont en présence, le droit du citoyen et le droit de l'État ; c'est assez dire qu'il est une formule de conciliation supérieure aux utopies socialistes et aux théories tronquées de l'économie politique, et qu'il s'agit de découvrir. Que font, dans cette occurrence, les parties plaidantes ? Rien. On dirait plutôt qu'elles ne soulèvent les questions que pour avoir occasion de s'adresser des injures. Que dis-je ? Les questions ne sont seulement pas comprises par elles ; et tandis que le public s'entretient des problèmes sublimes de la société et de la destinée humaine, les entrepreneurs de science sociale, orthodoxes et schismatiques, ne sont pas d'accord sur les principes. Témoins la question qui a occasionné ces recherches, et que ses auteurs n'entendent certes pas plus que ses détracteurs, le *Rapport des profits et des salaires*.

Quoi ! des économistes, une Académie aurait mis au concours une question dont elle-même ne comprend pas les termes ! Comment donc une pareille idée aurait-elle pu lui venir ?..

Eh bien ! oui, ce que j'avance est incroyable, phénoménal ; mais cela est. Comme les théologiens, qui ne répondent aux problèmes de la métaphysique que par des mythes et des allégories, lesquels reproduisent toujours les problèmes, sans jamais les résoudre ; les économistes ne répondent aux questions qu'ils se posent qu'en racontant de quelle manière ils ont été amenés à les poser ; s'ils concevaient qu'on pût aller au delà, ils cesseraient d'être économistes.

Qu'est-ce, par exemple, que le profit ? c'est ce qui reste à l'entrepreneur après qu'il a payé tous ses frais. Or les frais se composent de journées de travail et de valeurs consommées, ou en définitive de salaires. Quel est donc le salaire d'un ouvrier ? le moins qu'on puisse lui donner, c'est-à-dire on ne sait pas. Quel doit être le prix de la marchandise portée au marché par l'entrepreneur ? le plus grand qu'il pourra obtenir, c'est-à-dire encore, on ne sait pas. Il est même défendu, en économie politique, de supposer que la marchandise et la journée de travail puissent être taxées, bien que l'on convienne qu'elles peuvent être évaluées ; et cela par la raison, disent les économistes, que l'évaluation est une opération essentiellement arbitraire, qui ne peut aboutir jamais à une sûre et certaine conclusion. Comment donc trouver le rapport de deux inconnues qui, d'après l'économie politique, ne peuvent en aucun cas être dégagées ? Ainsi l'économie politique pose des problèmes insolubles ; et pourtant nous verrons bientôt qu'il est inévitable qu'elle les pose, et que notre siècle les résolve. Voilà pourquoi j'ai dit que l'Académie des sciences morales, en mettant au concours le rapport des profits et des salaires, avait parlé sans conscience, avait parlé prophétiquement.

Mais, dira-t-on, n'est-il pas vrai que si le travail est fort demandé et les ouvriers rares, le salaire pourra s'élever pendant que d'un autre côté le profit baissera ? que si, par le flot des concurrences, la production surabonde, il y aura encombrement et vente à perte, par conséquent absence de profit pour l'entrepreneur, et menace de fériation pour l'ouvrier ? qu'alors celui-ci offrira son travail au rabais ? que si une machine est inventée, d'abord elle éteindra les feux de ses rivales ; puis, le monopole établi, l'ouvrier mis dans la dépendance de l'entrepreneur, le profit et le salaire iront en sens inverse l'un de l'autre ? Toutes ces causes, et d'autres encore, ne peuvent-elles être étudiées, appréciées, compensées, etc., etc., etc.

Oh ! des monographies, des histoires : nous en sommes saturés depuis Ad. Smith et J.-B. Say ; et l'on ne fait plus guère que des variations sur leurs textes. Mais ce n'est pas ainsi que la question doit être entendue, bien que l'Académie ne lui ait pas donné d'autre sens. Le rapport du profit et du salaire doit être pris dans un sens absolu, et non au point de vue inconcluant des accidents du commerce et de la division des intérêts, deux choses qui doivent ultérieurement recevoir leur interprétation. Je m'explique.

Considérant le producteur et le consommateur comme un seul individu, dont la rétribution est naturellement égale à son produit ; puis, distinguant dans ce produit deux parts, l'une qui rembourse le producteur de ses avances, l'autre qui figure son profit, d'après l'axiome que tout travail doit laisser un excédant : nous avons à déterminer le rapport de l'une de ces deux parts avec l'autre. Cela fait, il sera aisé d'en déduire les rapports de fortune de ces deux classes d'hommes, les entrepreneurs et les salariés, comme aussi de rendre raison de toutes les oscillations commerciales. Ce sera une série de corollaires à joindre à la démonstration.

Or, pour qu'un tel rapport existe et devienne appréciable, il faut de toute nécessité qu'une loi, interne ou externe, préside à la constitution du salaire et du prix de vente ; et comme, dans l'état actuel des choses, le salaire et le prix varient et oscillent sans cesse, on demande quels sont les faits généraux, les causes, qui font *varier* et *osciller* la valeur, et dans quelles limites s'accomplit cette oscillation.

Mais cette question même est contraire aux principes : car qui dit *oscillation*, suppose nécessairement une direction moyenne, vers laquelle le centre de gravité de la valeur la ramène sans cesse ; et quand l'Académie demande qu'on *détermine les oscillations du profit et du salaire*, elle demande par là même qu'on *détermine la valeur*. Or, c'est justement ce que repoussent messieurs de l'Académie : ils ne veulent point entendre que si la valeur est variable, elle est par cela même déterminable ; que la variabilité est indice et condition de déterminabilité. Ils prétendent que la valeur, variant toujours, ne peut jamais être déterminée. C'est comme si l'on soutenait qu'étant donné le nombre des oscillations par seconde d'un pendule, l'amplitude des oscillations, la latitude et l'élévation du lieu où se fait l'expérience, la longueur du pendule ne peut être déterminée, parce que ce pendule est en mouvement. Tel est le premier article de foi de l'économie politique.

Quant au socialisme, il ne paraît pas davantage avoir compris la question ni s'en soucier. Parmi la multitude de ses organes, les uns écartent purement et simplement le problème, en substituant à la répartition le rationnement, c'est-à-dire en bannissant de l'organisme social le nombre et la mesure ; les autres se tirent d'embarras en appliquant au salaire le suffrage universel. Il va sans dire que ces pauvretés trouvent des dupes par mille et centaines de mille.

La condamnation de l'économie politique a été formulée par Malthus dans ce passage fameux :

Un homme qui naît dans un monde déjà occupé, si sa famille n'a pas le moyen de le nourrir, ou si la société n'a pas besoin de son travail, cet homme, dis-je, n'a pas le moindre droit à réclamer une portion quelconque de nourriture ; il est réellement de trop sur la terre. Au grand banquet de la nature, il n'y a point de couvert mis pour lui. La nature lui commande de s'en aller, et ne tardera pas à mettre elle-même cet ordre à exécution.

Voici donc quelle est la conclusion nécessaire, fatale, de l'économie politique, conclusion que je démontrerai avec une évidence jusqu'à présent inconnue dans cet ordre de recherches : La mort à qui ne possède pas.

Afin de mieux saisir la pensée de Malthus, traduisons-la en propositions philosophiques, en la dépouillant de son vernis oratoire :

« La liberté individuelle, et la propriété qui en est l'expression, sont données dans l'économie politique ; l'égalité et la solidarité ne le sont pas.

» Sous ce régime, chacun chez soi, chacun pour soi : le travail, comme toute marchandise, est sujet à la hausse et à la baisse : de là les risques du prolétariat.

» Quiconque n'a ni revenu ni salaire, n'a pas droit de rien exiger des autres : son malheur retombe sur lui seul ; au jeu de la fortune, la chance a tourne contre lui. »

Au point de vue de l'économie politique, ces propositions sont irréfragables ; et Malthus, qui les a formulées avec une si alarmante précision, est à l'abri de tout reproche. Au point de vue des conditions de la science sociale, ces mêmes propositions sont radicalement fausses, et même contradictoires.

L'erreur de Malthus, ou pour mieux dire de l'économie politique, ne consiste point à dire qu'un homme qui n'a pas de quoi manger doit périr, ni à prétendre que sous le régime d'appropriation individuelle, celui qui n'a ni travail ni revenu n'a plus qu'à sortir de la vie par le suicide, s'il ne préfère s'en voir chassé par la famine : telle est, d'une part, la loi de notre existence ; telle est, de l'autre, la conséquence de la propriété ; et M. Rossi s'est donné beaucoup trop de peine pour justifier sur ce point le bon sens de Malthus. Je soupçonne, il est vrai, M. Rossi, faisant si longuement et avec tant d'amour l'apologie de Malthus, d'avoir voulu recommander l'économie politique de la même manière que son compatriote Machiavel, dans le livre du *Prince*, recommandait à l'admiration du monde le despotisme. En nous faisant voir la misère comme la condition *sine qua non* de l'arbitraire industriel et commercial, M. Rossi semble nous crier : voilà votre droit, votre justice, votre économie politique ; voilà la propriété.

Mais la naïveté gauloise n'entend rien à ces finesses ; et mieux eût valu dire à la France, dans sa langue immaculée : l'erreur de Malthus, le vice radical de l'économie politique, consiste, en thèse générale, à affirmer comme état définitif une condition transitoire, savoir la distinction de la société en patriciat et prolétariat ; — spécialement, à dire que dans une société organisée, et par conséquent solidaire, il se peut que les uns possèdent, travaillent et consomment, tandis que les autres n'auraient ni possession, ni travail, ni pain. Enfin Malthus, ou l'économie politique, s'égaré dans ses conclusions, lorsqu'il voit dans la faculté de reproduction indéfinie dont jouit l'espèce humaine, ni plus ni moins que toutes les espèces animales et végétales, une menace permanente de disette ; tandis qu'il fallait seulement en déduire la nécessité, et par conséquent l'existence d'une loi d'équilibre entre la population et la production.

En deux mots, la théorie de Malthus, et c'est là le grand mérite de cet écrivain, mérite dont aucun de ses confrères n'a songé à lui tenir compte, est une réduction à l'absurde de toute l'économie politique.

Quant au socialisme, il a été jugé dès longtemps par Platon et Thomas Morus en un seul mot, utopie, c'est-à-dire *non-lieu*, chimère.

Toutefois, il faut le dire pour l'honneur de l'esprit humain, et afin que justice soit rendue à tous : ni la science économique et législative ne pouvait être dans ses commencements autre que ce que nous l'avons vue ; ni la société ne peut s'arrêter à cette première position.

Toute science doit d'abord circonscrire son domaine, produire et rassembler ses matériaux : avant le système, les faits; avant le siècle de l'art, le siècle de l'érudition. Soumise comme toute autre à la loi du temps et aux conditions de l'expérience, la science économique, avant de chercher comment les choses *doivent se passer* dans la société, avait à nous dire comment elles *se passent* ; et toutes ces routines, que les auteurs qualifient si pompeusement dans leurs livres de *lois*, de *principes* et de *théories*, malgré leur incohérence et leur contrariété, devaient être recueillies avec une diligence scrupuleuse, et décrites avec une impartialité sévère. Pour accomplir cette tâche, il fallait plus de génie peut-être, surtout plus de dévouement, que n'en exigera le progrès ultérieur de la science.

Si donc l'économie sociale est encore aujourd'hui plutôt une aspiration vers l'avenir qu'une connaissance de la réalité, il faut reconnaître aussi que les éléments de cette étude sont tous dans l'économie politique; et je crois exprimer le sentiment général en disant que cette opinion est devenue celle de l'inunense majorité des esprits. Le présent trouve peu de défenseurs, il est vrai ; mais le dégoût de l'utopie n'est pas moins universel : et tout le monde comprend que la vérité est dans une formule qui concilierait ces deux termes : conservation et mouvement.

Aussi, grâce en soient rendues aux A. Smith, aux J.-B. Say, aux Ricardo et aux Malthus, ainsi qu'à leurs téméraires contradicteurs, les mystères de la fortune, *atria Ditis*, sont mis à découvert; la prépondérance du capital, l'oppression du travailleur, les machinations du monopole, éclairées sur tous les points, reculent devant les regards de l'opinion. Sur les faits observés et décrits par les économistes, on raisonne et l'on conjecture : des droits abusifs, des coutumes iniques, respectés aussi longtemps que dura l'obscurité qui les faisait vivre, à peine traînés au grand jour, expirent sous la réprobation générale ; on soupçonne que le gouvernement de la société doit être appris, non plus dans une idéologie creuse, à la façon du *Contrat social*, mais, ainsi que l'avait entrevu Montesquieu, dans le *rapport des choses* ; et déjà une gauche à tendances éminemment sociales, formée de savants, de magistrats, de jurisconsultes, de professeurs, de capitalistes même et de chefs industriels, tous nés représentants et défenseurs du privilège, et d'un million d'adeptes, se pose dans la nation au-dessus et en dehors des opinions *parlementaires*, et cherche, dans l'analyse des faits économiques, à surprendre les secrets de la vie des sociétés.

Représentons-nous donc l'économie politique comme une immense plaine, jonchée de matériaux préparés pour un édifice. Les ouvriers attendent le signal, pleins d'ardeur, et brûlant de se mettre à l'œuvre : mais l'architecte a disparu sans laisser de plan. Les économistes ont gardé mémoire d'une foule de choses : malheureusement ils n'ont pas l'ombre d'un devis. Ils savent l'origine et l'historique de chaque pièce; ce qu'elle a coûté de façon ; quel bois fournit les meilleures solives, et quelle argile les meilleures briques ; ce qu'on a dépensé en outils et charrois; combien gagnaient les charpentiers, et combien les tailleurs de pierre : ils ne connaissent la destination et la place de rien. Les économistes ne peuvent se dissimuler qu'ils aient sous les yeux les fragments jetés pêle-mêle d'un chef-d'œuvre, *disjecti membra poetæ* ; mais il leur a été impossible jusqu'à présent de retrouver le dessin général, et toutes les fois qu'ils ont essayé quelques rapprochements, ils n'ont rencontré que des incohérences. Désespérés à la fin de combinaisons sans résultat, ils ont fini par ériger en dogme l'inconvenance architectonique de la science, ou, comme ils disent, les *inconvénients* de ses principes ; en un mot, ils ont nié la science<sup>1</sup>.

Ainsi la division du travail, sans laquelle la production serait à peu près nulle, est sujette à mille inconvénients, dont le pire est la démoralisation de l'ouvrier ; les machines produisent, avec le bon marché, l'encombrement et le chômage ; la concurrence aboutit à l'oppression ; l'impôt, lien matériel de la société, n'est le plus souvent qu'un iléau redouté à l'égal de l'incendie et de la grêle ; le crédit a pour corrélatif obligé la banqueroute ; la propriété est une fourmière d'abus ; le commerce dégénère en jeu de hasard, où même il est quelquefois permis de tricher : bref, le désordre se trouvant partout en égale proportion avec l'ordre, sans qu'on sache comment celui-ci parviendra à éliminer celui-là, *taxia ataxian diôkein*, les économistes ont pris le parti de conclure que tout est pour le mieux, et regardent toute proposition d'amendement comme hostile à l'économie politique.

L'édifice social a donc été délaissé ; la foule a fait irruption sur le chantier : colonnes, chapiteaux et socles, le bois, la pierre et le métal, ont été distribués par lots et tirés au sort, et de tous ces matériaux rassemblés pour un temple magnifique, la propriété, ignorante et barbare, a construit des huttes. Il s'agit donc, non seulement de retrouver le plan de l'édifice, mais de déloger les occupants, lesquels soutiennent que leur cité est superbe, et, au seul mot de restauration, se rangent en bataille sur leurs portes. Pareille confusion ne se vit autrefois à Babel : heureusement nous parlons français, et nous sommes plus hardis que les compagnons de Némrod.

Quittons l'allégorie : la méthode historique et descriptive, employée avec succès tant qu'il n'a fallu opérer que des reconnaissances, est désormais sans utilité : après des milliers de monographies et de tables, nous ne sommes pas plus avancés qu'au temps de Xénophon et d'Hésiode. Les Phéniciens, les Grecs, les Italiens, travaillèrent autrefois comme nous faisons aujourd'hui : ils plaçaient leur argent, salariaient leurs ouvriers, étendaient leurs domaines, faisaient leurs expéditions et recouvrements, tenaient leurs livres, spéculaient, agiotaient, se ruinaient, selon toutes les règles de l'art économique, s'entendant non moins bien que nous à s'arroger des monopoles, et à rançonner le consommateur et l'ouvrier. De tout cela, les relations surabondent ; et quand nous repasserions éternellement nos statistiques et nos chiffres, nous n'aurions toujours devant les yeux que le chaos, le chaos immobile et uniforme.

On croit, il est vrai, qu'à partir des temps mythologiques jusqu'à la présente année 57 de notre grande révolution, le bien-être général s'est accru : le christianisme a longtemps passé pour la principale cause de cette amélioration, dont les économistes réclament actuellement tout l'honneur pour leurs principes. Car après tout, disent-ils, quelle a été l'influence du christianisme sur la société ? Profondément utopiste à sa naissance, il n'a pu se soutenir et s'étendre qu'en adoptant peu à peu toutes les catégories économiques, le travail, le capital, le fermage, l'usure, le trafic, la propriété, en un mot, en consacrant la loi romaine, expression la plus haute de l'économie politique.

Le christianisme, étranger, quant à sa partie théologique, aux théories sur la production et la consommation, a été pour la civilisation européenne ce qu'étaient naguère pour les ouvriers ambulants les sociétés de compagnonnage et la franc-maçonnerie, une espèce de contrat d'assurance et de secours mutuel ; sous ce rapport, il ne doit rien à l'économie politique, et le bien qu'il a fait ne peut être invoqué par elle en témoignage de certitude. Les effets de charité et de dévouement sont hors du domaine de l'économie, laquelle doit procurer le bonheur des sociétés par l'organisation du travail et par la justice. Pour le surplus, je suis prêt à reconnaître les effets heureux du mécanisme propriétaire ; mais j'observe que ces effets sont entièrement couverts par les misères qu'il est de la nature de ce mécanisme de produire : en sorte que, comme l'avouait naguère devant le parlement anglais un illustre ministre, et comme nous le démontrerons bientôt, dans la société actuelle, le progrès de la misère est parallèle et adéquat au progrès de la richesse, ce qui annule complètement les mérites de l'économie politique.

Ainsi, l'économie politique ne se justifie ni par ses maximes ni par ses œuvres ; et, quant au socialisme, toute sa valeur se réduit à l'avoir constaté. Force nous est donc de reprendre l'examen de l'économie politique, puisqu'elle seule contient, du moins en partie, les matériaux de la science sociale ; et de vérifier si ses théories ne cacheraient pas quelque erreur dont le redressement concilierait le fait et le droit, révélerait la loi organique de l'humanité, et donnerait la conception positive de l'ordre.

## NOTES

<sup>1</sup>« Le principe qui préside à la vie des nations, ce n'est pas la science pure : ce sont les données complexes qui ressortent de l'état des lumières, des besoins et des intérêts. » Ainsi s'exprimait, en décembre 1844, un des esprits les plus lucides qui soient en France, M. Léon Faucher. Qu'on explique, si l'on peut, comment un homme de cette trempe a été amené, par ses convictions économiques, à déclarer que les *données complexes* de la société sont opposées à la *science pure*. "